



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria
Du 6 au 10 mai 2024

LE CHIFFRE A RETENIR

22 M

personnes en insécurité
alimentaire en Afrique australe

Zoom sur Amazon qui lance sa plateforme de e-commerce en Afrique du Sud (Amazon)

Le 7 mai, le leader mondial du e-commerce Amazon a annoncé son lancement sur le marché sud-africain soit le 20^{ème} pays bénéficiant de sa plateforme. Le groupe aurait déjà référencé « des milliers » de vendeurs indépendants, et les clients pourront se faire livrer dans près de 3 000 points de retrait. Stella Ndabeni-Abrahams, Ministre du Développement des petites entreprises, a salué l'arrivée d'Amazon en soulignant que la plateforme offrirait des opportunités de commercialisation pour les petites entreprises.

Le groupe américain devra faire face à la concurrence de Takealot, acteur historique du marché local appartenant au conglomérat Naspers, et aux plateformes chinoises Shein et Temu, qui offrent une large gamme de produits importés d'Asie à des prix très bas et pratiquent une politique très agressive d'achat de référencements en ligne. Selon le Sunday Times, le Ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Concurrence Ebrahim Patel aurait alerté sur les conditions de concurrence, jugées déloyales, de ces plateformes par rapport aux distributeurs locaux. Elles sont en effet accusées d'éviter le paiement de la TVA et des taxes d'importation. Les procédures d'importation des produits vendus par Temu et Shein sont déléguées à leur sous-traitant logistique, la société Buffalo International Logistics, créée en 2017.

Sommaire :

Afrique du Sud

- La balance commerciale est excédentaire au premier trimestre 2024 (*SARS*)
- La Banque centrale met en place un système d'assurance des dépôts bancaires (*S&P*)
- PWC affirme que le pays a accueilli 96,5 Mds ZAR d'investissements en 2023 (*SARS*)
- La production manufacturière recule au mois de mars malgré une amélioration de la confiance du milieu (*StatsSA*)
- L'extension des crédits ralentit à 6,6% au premier trimestre (*Resbank*)
- La publication d'une première version du très attendu Gas Master Plan (*South African Government*)
- Depuis 2019, les entreprises d'Etat ont absorbé 283 Mds ZAR d'argent public pour seulement 1 M ZAR de dividendes (*Parliamentary Monitoring Group*)
- L'Union Européenne (UE) et l'Afrique du Sud entament des consultations à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) concernant les exportations d'agrumes (*Moneyweb*)

Angola

- Inauguration du terminal polyvalent du port de Lobito sous la gestion d'AGL (*Jornal O Guardiao*)
- Une large présence française à la conférence NewSpace Africa à Luanda (2-5 avril) (*Africa Intelligence*)

Botswana

- La Banque centrale du Botswana maintient son taux directeur à 2,4% (*Bank of Botswana*)

Malawi

- La Banque mondiale déclenche l'option de soutien additionnel de 58 MUSD pour faire face à la crise alimentaire (*World Bank*)
- Le Président Chakwera (Malawi) en visite aux Etats-Unis et au Kenya pour tenter de promouvoir les coopérations économiques (*Malawi24*)

Mozambique

- En préparation des élections présidentielles du 9 octobre les principales forces politiques choisissent leurs candidats (*Radio Moçambique*)
- Fonds Souverain du Mozambique prêt à recevoir les premiers revenus du gaz du bassin du Rovuma (*Cartamz*)

Namibie

- Le déficit commercial atteint 10 Mds NAD au premier trimestre (Namstats)
- La Banque Mondiale (BM) approuve un financement de 138,5 M USD pour développer les infrastructures électriques en Namibie (*Engineering News*)
- Des entreprises belges annoncent des investissements massifs pour développer des infrastructures permettant l'exportation d'hydrogène vert depuis la Namibie (*News24*)

Zambie

- L'inflation accélère légèrement au mois d'avril (*Zamstats*)
- La Zambie prend des mesures d'urgence pour sécuriser des livraisons de maïs face aux effets de la sécheresse causée par El Nino (*Lusaka Times*)

Afrique du Sud

La balance commerciale est excédentaire au premier trimestre 2024 (SARS)

L'Afrique du Sud a enregistré un excédent commercial de 10,8 Mds ZAR au premier trimestre 2024, contre un déficit de 5,7 Mds ZAR à la même période de l'année précédente. Alors que le pays enregistre un excédent commercial structurel, le T1 2023 avait vu un déficit exceptionnel. Ce retour à l'excédent s'explique par des importations qui décroissent (-6,1% pour atteindre 458 Mds ZAR) plus vite que les exportations (-2,7%, pour atteindre 469 Mds ZAR). Côté importations on observe une baisse des achats de véhicules (-33%, pour un poste représentant 10% des importations) et des produits minéraux (-10%, pour 22%). Côté exportations on voit une baisse des ventes des « pierres précieuses » (-20%, pour 20%) et des produits métalliques de base (-7% pour 12%). Sur ce premier trimestre, les principaux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud demeurent la Chine (11,8% des exportations et 20,2% des importations), les Etats-Unis (7,8% et 8,2%) et l'Allemagne (5,9% et 8%). La France reste un partenaire secondaire (0,6% des exportations et 2% des importations).

La Banque centrale met en place un système d'assurance des dépôts bancaires (S&P)

Le 25 avril, la Banque centrale sud-africaine (SARB) a officiellement lancé un nouveau système d'assurance pour les dépôts détenus dans les banques commerciales. Il prévoit la mise en place d'un fonds d'assurance (*Deposit Insurance Fund*, administré par une entité nouvellement créée, la *Corporation for Deposit Insurance* – CODI. Ce dernier sera alimenté par des cotisations mensuelles et des contributions d'emprunts de l'ensemble des banques opérant dans le pays - sauf exception accordée par le régulateur. Conçue pour protéger les déposants (particuliers et entreprises non financières), il offre une couverture de 100 000 ZAR (environ 5 000 EUR) en cas de faillite bancaire. Pour rappel, 40 millions de sud-africains possèdent un compte bancaire et neuf déposants sur dix sont désormais intégralement couverts par

ce nouveau système. La CODI fait partie des réformes réglementaires lancées après la crise financière de 2008-2009 pour limiter les conséquences d'une potentielle faillite bancaire, évitant notamment au gouvernement d'indemniser directement les déposants au cas par cas - bail out (comme cela fut le cas en Afrique du Sud avec la VBS Mutual Bank ou Habib Overseas Bank en 2002). L'économie s'aligne donc avec les meilleures pratiques internationales du secteur en la matière. Selon le gouverneur de la SARB, Lesetja Kganyago, ce système doit non seulement améliorer la stabilité du secteur financier mais également promouvoir la compétition et la concurrence dans le secteur - renforçant la confiance dans les plus petites institutions. A ce jour, le système reste en effet particulièrement concentré autour des 5 grandes banques domestiques systémiques, qui regroupent 80% des actifs bancaires du pays et qui pratiquent des taux de rémunération des comptes chèques particulièrement faibles - en moyenne 4,64%, un niveau inférieur à l'inflation et plus de 3,5 points en deçà du taux directeur.

PWC affirme que le pays a accueilli 96,5 Mds ZAR d'investissements en 2023 (SARS)

Selon le dernier rapport de perspectives économiques de PwC *Unlocking Foreign Investment*, l'Afrique du Sud reste une terre attractive pour les investissements. Le pays a enregistré des entrées nettes d'investissements positifs au cours des quinze dernières années, atteignant en moyenne 58 Mds ZAR par an. En 2023, il a attiré 96,5 Mds ZAR de nouveaux flux d'investissements (soit 1,4% du PIB) après 151 Mds ZAR en 2022 (2,3% du PIB) malgré les difficultés économiques traversées. Deux tiers des investissements contribuent directement à l'économie tandis qu'un tiers est consacré à importer des produits ou des équipements. En contrepartie, les flux d'investissements sud-africains dans le monde ont atteint 5,2 Mds ZAR (0,1% du PIB) en 2023. Au total, le stock total d'engagements étrangers en Afrique du Sud (comprenant dettes, actions et participation en fonds investissements) avoisinait 3 000 Mds ZAR, selon les données de la Banque centrale. Ces engagements se concentrent dans le secteur manufacturier (38,5%) en particulier automobile, et les

secteurs minier (24,2%) et financier (20%), intenses en capital. Ainsi, malgré un contexte économique défavorable, PwC note que l'Afrique du Sud est située dans la moyenne internationale en termes de réputation pour les observateurs étrangers, en référence au sondage de *Bloom Consulting* de 2022 et l'index d'attractivité de 2023 de IESE Business School. A quelques semaines des élections, le président Ramaphosa a repris ce rapport, se félicitant de la bonne santé de la filière automobile et citant en exemple l'annonce de Volkswagen en avril 2024, d'investir 4 Mds ZAR dans l'Eastern Cape pour une chaîne d'assemblage de véhicule prévue pour 2027, créant 3500 emplois directs et 50 000 indirects.

La production manufacturière recule au mois de mars malgré une amélioration de la confiance du milieu (StatsSA)

Selon l'agence nationale de statistiques (StatsSA), la production manufacturière s'est contractée de 6,4% au mois de mars, après avoir progressé de 4% au mois de février. Si les observateurs attendaient un ralentissement de la croissance, ce recul est bien plus important qu'attendu. Cette performance traduit le recul de l'industrie automobile et de transport (-25,9%, soit une contribution négative de 2,7 points à la croissance totale), de l'industrie métallurgique (-9%, soit -1,9 points) et de l'industrie pétrochimique (-3,9%, soit -0,8 point). Traditionnellement, le mois de mars enregistre un bond de la production qui ne s'est pas matérialisé cette année (probablement du fait des vacances de Pâques habituellement situées en avril) malgré l'amélioration de l'approvisionnement électrique : déficit de 939GWh en mars 2024 contre 2 042GWh un an plus tôt. Cette bonne performance électrique qui s'est traduit par un mois entier sans délestage a fortement contribué à la hausse de l'indice Purchasing Manager Index (PMI) de la banque Absa. L'indicateur, qui dépasse le seuil des 50 points traduit la perception d'une certaine amélioration de l'activité par les chefs d'entreprises, atteignant 54 points son plus haut niveau depuis deux ans.

L'extension des crédits ralentit à 6,6% au premier trimestre (Resbank)

L'extension des crédits ralentit à 6,6% au premier trimestre de 2024 par rapport à la même période de l'année précédente, après 7,4% au trimestre précédent. La croissance reste portée par les crédits accordés au gouvernement (+28,2%) et les crédits accordés au secteur privé domestique (+3,9%). Ainsi, les prêts bancaires accordés au secteur privé ont ralenti de 4,6% à 3,8% entre le T4 2023 et le T1 2024 (toujours en glissement annuel) avec en particulier un ralentissement de 4,8% à 3,9% pour les ménages et de 4,4% à 3,7% pour les entreprises. Le ralentissement des prêts peut s'expliquer par un contexte financier incertain toujours marqué par une inflation importante et des taux d'intérêt élevés pour les ménages et alors que les banques commerciales ont renforcé les conditions d'emprunts face à la hausse des arriérés et des défauts de remboursement en 2023 (5,4% de prêts non performants en janvier 2024 contre 4,7% un an plus tôt). En parallèle, les entreprises font face à une faible demande et pourraient attendre la fin des élections. A noter cependant que l'investissement fixe progresse fortement de 0,9% à 4,4% entre le quatrième trimestre de 2023 et premier trimestre de 2024 et pourrait poursuivre sa croissance du fait du dynamisme des investissements en énergie renouvelable.

Publication d'une première version du très attendu Gas Master Plan (South African Government)

Le 26 avril, le Department of Mineral Resources and Energy (DMRE) a présenté une première version du Gas Master Plan (GMP), présenté comme une feuille de route pour le développement du secteur. Ce document se place dans la continuité de l'Integrated Resource Plan (IRP 2023), qui considère le gaz comme une priorité pour assurer la transition énergétique et du Gas Amendment Bill (GAB), présenté le 19 janvier dernier, qui positionne le DMRE au centre de la gouvernance du secteur. Le GMP identifie 11 centres industriels et énergétiques nécessitant des approvisionnements prioritaires en gaz. Trois scénarios sont envisagés en fonction de l'évolution de la demande (basse, moyenne ou haute), qui impliquent de

concrétiser (ou non) différents chantiers prioritaires, notamment :

- La conversion des centrales à cycle ouvert (Open Cycle Gas Turbines), très coûteuses en carburant et principalement utilisées pour couvrir les pics de demande (peakers), en centrales à cycle combiné (Combined Cycle Gas Turbine) permettrait de réaliser des gains d'efficacité substantiels
- La construction de nouvelles centrales conformément à la stratégie énergétique du pays (Integrated Resource Plan/IRP 2023). Le scénario médian du GMP prévoit des capacités additionnelles de 3 GW de la part d'Eskom jusqu'à 2030, correspondant à un projet annoncé de longue date à Richards Bay. Le GMP prévoit également de développer 4,22 GW de capacités supplémentaires auprès des producteurs d'électricités indépendants (IPP).
- La conversion éventuelle de centrales thermiques, opérées par Eskom et toutes situées à Middelburg (Mpumalanga), en centrales à gaz est également évoquée.

En outre, le GMP envisage quatre scénarios pour le développement des infrastructures afférentes. : Malgré les développements prévus, le GMP mentionne la possibilité de périodes de pénuries jusqu'en 2028, le temps que ces infrastructures se développent.

Depuis 2019, les entreprises d'Etat ont absorbé 283 Mds ZAR d'argent public pour seulement 1 M ZAR de dividendes (Parliamentary Monitoring Group)

Interrogé par le parlementaire Farhat Essack (Democratic Alliance), le Ministre des Entreprises publiques Pravin Gordhan a présenté un bilan des résultats financiers des principales entreprises d'Etat (SOEs) sud-africaines. Depuis 2019, le gouvernement sud-africain a injecté 283 Mds ZAR (14,1 Mds EUR) d'investissements pour renflouer ces entreprises. Sur la même période, une seule entreprise, South African Forestry Company SOC Limited, a généré des dividendes pour un total de 1 M

ZAR (50 000 EUR). Parmi ces entreprises, Eskom a reçu la majorité de ces financements, soit 234,6 Mds ZAR (11,7 Mds EUR), dans le cadre du plan de sauvetage de l'électricien national. Dans le même temps, South African Airways (SAA) a reçu 33,1 Mds ZAR (1,7 Md EUR), Denel 9 Mds ZAR (450 M EUR) et Transnet 5,8 Mds ZAR (290 M EUR). Le Ministre Gordhan a attribué ces résultats à l'ère de « Capture de l'Etat » sous le Président Zuma, qui avait conduit au détournement des ressources des entreprises publiques, ainsi qu'aux nombreuses difficultés opérationnelles qui continuent d'impacter ces entreprises (difficultés financières, problèmes de gouvernance, manque de compétences...).

L'Union Européenne (UE) et l'Afrique du Sud entament des consultations à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) concernant les exportations d'agrumes (Moneyweb)

Le 15 avril, l'Afrique du Sud avait déposé une demande de consultations auprès de l'OMC à l'encontre de l'UE concernant le régime d'importation des agrumes en provenance d'Afrique du Sud. La procédure de l'OMC prévoit que ces consultations puissent durer 60 jours, à l'issue desquels le requérant (Afrique du Sud) aura la possibilité de convoquer un panel d'adjudication si le litige n'a pas été résolu. Cette démarche vise les mesures prévenant la contamination du marché européen par la maladie des points noirs (*black spot disease- Phyllosticta citricarpa*). Elle fait suite à une demande de consultation similaire initiée en 2022 (toujours en cours), qui visait à l'époque les mesures mises en place pour lutter contre une autre espèce invasive : la *false codling moth*. L'UE estime que ces mesures sont compatibles avec les règles internationales et sont nécessaires pour prévenir les dommages importants que ces infections pourraient causer à la santé des végétaux et à l'agriculture européenne. La maladie des points noirs est une maladie non-présente dans l'UE mais qui est prévalente en Afrique du Sud, comme l'ont montré les nombreux tests positifs réalisés sur les cargaisons livrées dans différents pays de l'UE. Malgré

ces restrictions, Eurostat estime que les importations européennes d'agrumes sud-africains ont augmenté de façon significative (+44,5%) sur la saison 2023 (mai à décembre) pour s'établir à 463 M EUR, grâce notamment à l'augmentation des prix des agrumes sur les marchés internationaux (ex : +40% du prix des oranges en un an), qui semble avoir été suffisante pour compenser les coûts additionnels induits par ces mesures phytosanitaires.

Angola

Inauguration du terminal polyvalent du port de Lobito sous la gestion d'AGL

(Jornal O Guardiao)

Le 27 mars a été inaugurée, en présence du ministre des transports, la concession accordée à la société Africa Global Logistics (AGL - ex Bolloré). Le terminal a une superficie de 241 millions de mètres carrés, une longueur d'amarrage de 1200 mètres, une profondeur de 14,7 m, une capacité de 600 000 tonnes de marchandises diverses et de 250 000 conteneurs 20 pieds par an. Le ministre a indiqué que sur un montant de 115 M USD à payer à l'autorité concédante, AGL a déjà versé 80 M USD, dans le cadre de la mise en œuvre d'un plan d'investissement global de plus de 200 M USD. Le mouvement de marchandises dans le port de Lobito pourrait être proche cette année de 2 M tonnes (1,4 M de tonnes de marchandises manutentionnées en 2023).

Une large présence française à la conférence NewSpace Africa à Luanda (2-5 avril) (Africa Intelligence)

Le Medef International a conduit une délégation française d'une douzaine d'entreprise à la conférence NewSpace Africa organisée par l'Union africaine qui réunit chaque année dans une capitale africaine les acteurs publics et privés du secteur spatial. La présence française était composée de toute la chaîne de valeur du domaine, des leaders industriels, d'Airbus Defence and Space et Thales aux plus petites entreprises. La délégation du Medefi a pu rencontrer le Président angolais et plusieurs ministres, ce qui a permis notamment de faire progresser le projet d'Airbus D&S de vente et lancement

d'un satellite d'observation de la terre au bénéfice de l'Angola. La conférence qui a accueilli plus de 400 acteurs publics et privés du monde entier s'inscrit dans un environnement international de plus en plus concurrentiel.

Botswana

La Banque centrale du Botswana maintient son taux directeur à 2,4% (Bank of Botswana)

Le 26 avril, le comité de politique monétaire de la Banque centrale (Bank of Botswana) a décidé de maintenir son taux directeur à 2,4% après une réduction de 0,25 point lors du précédent comité de décembre. L'institution justifie sa décision par le niveau de l'inflation qui a atteint 2,9% en mars soit un niveau inférieur à la fourchette basse de sa cible (fixée entre 3 et 6%), contre 3,9% le mois précédent. Selon la Banque centrale, l'inflation devrait atteindre 3,2% en 2024, une révision à la baisse de 1,7 point par rapport à la précédente estimation après avoir atteint 3,6% au cours du premier trimestre. Ce faible niveau s'explique entre autres par une économie l'absence d'inflation portée par la demande, l'économie opérant en dessous de ses capacités ainsi que la dissipation de l'effet de la hausse de la TVA de 12 à 14% en avril 2023, une baisse des prix des carburants le 21 décembre 2023, une baisse de la demande domestique et des projections de prix alimentaires favorables sur les cours mondiaux malgré la menace de la crise alimentaire régionale. En parallèle, l'institution anticipe une croissance de l'économie de 4,2% en 2024 (contre 2,7% en 2023), soutenue par une politique monétaire accommodante et un dynamisme important des secteurs non-miniers : « eau et électricité » et les secteurs financiers. Le Botswana devrait donc poursuivre sa diversification économique dans un contexte défavorable au secteur diamantifère. Au premier trimestre, le prix du diamant brut a baissé de 2,5% et cette tendance devrait se poursuivre. La production de diamant a diminué de 27,7% au T1 2024 par rapport à l'année précédente, et les projections pour l'année 2024 sont inférieures de 12,7% à la production de 2023. Le prochain comité de politique monétaire se tiendra le 13 juin.

Malawi

La Banque mondiale déclenche l'option de soutien additionnel de 58 MUSD pour faire face à la crise alimentaire (World Bank)

Le 26 avril, la Banque mondiale a accordé une aide immédiate de 57,6 MUSD au Malawi via l'option de tirage différée en cas de catastrophe (Catastrophe Deferred Drawdown Option – Cat DDO1). Pour rappel, l'institution financière internationale avait approuvé en décembre 2023 un premier soutien de 80 MUSD en don pour soutenir les réformes structurelles de l'économie, avec une clause supplémentaire de 57,6 MUSD pouvant être déclenché en cas de crise, d'événements climatique ou d'épidémie. Le pays traverse une crise alimentaire causée par une série de catastrophes climatiques ces dernières années; la dernière étant une sécheresse prolongée aggravée par le phénomène el Nino depuis décembre 2023. La déclaration de catastrophe naturelle par le Président le 23 mars 2024 a permis de débloquer ce financement additionnel qui apporte des liquidités immédiates au gouvernement pour faire face à l'insécurité alimentaire.

Le Président Chakwera (Malawi) en visite aux Etats-Unis et au Kenya pour tenter de promouvoir les coopérations économiques (Malawi24)

A Dallas (Texas), le Président Chakwera a participé à la 16ème édition du US Africa Business Summit, aux côtés notamment de chefs d'Etat ou de gouvernement d'Angola, du Botswana et du Lesotho. En marge de cet événement, il a également assisté à une table ronde avec des investisseurs de l'Etat du Texas. A cette occasion, il a rappelé l'importance des investissements étrangers et du développement économique pour « briser les chaînes de la pauvreté » tout en indiquant que les entreprises étrangères devaient s'abstenir d'« exploiter » le Malawi. Conformément à la stratégie de développement nationale, les secteurs prioritaires identifiés sont l'agriculture, le tourisme et les mines. Lors d'un entretien parallèle avec les représentants de Coca-

Cola, le Président malawite a indiqué l'intention du groupe de renforcer ses investissements dans le pays. Dans la foulée, le Président s'est rendu à Nairobi (Kenya) pour participer au Africa Fertiliser and Soil Health Summit. Ce dernier a indiqué la volonté de son gouvernement d'augmenter l'utilisation d'engrais de 25% dans l'agriculture du Malawi alors que, d'après un représentant de l'Union Africaine, le Malawi serait déjà largement au-dessus (96 kg/ha) de la moyenne africaine (40 kg/ha) en la matière. Face à la crise économique que traverse son pays, le Président du Malawi, ainsi que son gouvernement, s'étaient engagés en novembre 2023 à s'abstenir de tout déplacement à l'international.

Mozambique

Le fonds souverain du Mozambique prêt à recevoir les premiers revenus du gaz du bassin du Rovuma (Cartamz)

Le Fonds Souverain du Mozambique (FSM), une entité créée en novembre 2023 – avec la bénédiction du FMI qui lui a conditionné le retour de ses financements au Mozambique - pour gérer les revenus du gaz naturel du bassin du Rovuma, devrait démarrer ses opérations avec une première dotation de 37,7 M USD, selon les calculs effectués par le journal *A Carta*, sur la base des données présentés dans le récent bilan du Plan Economique et Social et du bilan du Budget de l'Etat pour le premier trimestre 2024. Le document, publié la semaine dernière par le MEF, indique que le compte transitoire - compte basé à la Banque du Mozambique, par lequel doivent être acheminées toutes les recettes du gaz avant d'être réparties entre le fonds souverain et le budget de l'Etat -, a déjà été crédité de 94,2 M USD (équivalant à 5,96 Mds MZN, au taux de change du 28 mars dernier), montant correspondant aux recettes fiscales totales du gaz naturel du bassin du Rovuma depuis 2022: 800 000 USD (2022); 73,37 MUSD (2023): 20,07 MUSD (2024).

En préparation des élections présidentielles du 9 octobre les principales forces politiques choisissent leurs candidats (*Radio Moçambique*)

Le Front de Libération du Mozambique (Frelimo) et le Mouvement Démocratique du Mozambique (MDM) ont choisi le 5 mai dernier leurs candidats aux élections présidentielles du 9 octobre prochain. Le Frelimo, parti au pouvoir depuis l'indépendance, a choisi avec 94,1% des voix, Daniel Chapo, juriste de 47 ans, originaire du district de Inhaminga, province de Sofala, et actuellement Gouverneur de la province de Inhambane, pour succéder à Filipe Nyusi. Formé en droit à l'Université Eduardo Mondlane (2000) et diplômé d'un master en Gestion du Développement par l'Université Catholique du Mozambique (2014), Daniel Chapo a été animateur de radio et haut fonctionnaire dans le district de Nacala Porto, province de Nampula (2005); professeur de droit constitutionnel et de sciences politiques (2009); Administrateur du District de Palma, Cabo Delgado (2015); avant d'être nommé dans sa fonction actuelle de gouverneur de la province de Inhambane en 2016. De son côté, le MDM s'est prononcé à 87,9% des voix en faveur de Lutero Simango, 64 ans, ingénieur mécanique, fils de Uria Simango, un des fondateurs du Frelimo et frère de David Simango, ex-président du MDM, décédé en 2021. Le parti Resistance Nationale du Mozambique (RENAMO), qui est traditionnellement la seconde force politique du pays, élira son candidat le 15 mai prochain.

Namibie

Le déficit commercial atteint 10 Mds NAD au premier trimestre (*Namstats*)

Selon l'agence nationale de statistique (*Namstats*), la Namibie a enregistré un déficit commercial de 10,2 Mds NAD au cours du premier trimestre 2024, contre seulement 5,6 Mds NAD à la même période de l'année précédente. Le creusement du déficit s'explique par le rythme de croissance des importations (+15,1% à 36,6 Mds NAD), bien supérieur à celui des exportations (+1,1% à 26,4 Mds NAD). Les importations sont dominées par les achats de produits pétroliers pour 7 Mds NAD (-

5%) et les achats de cuivre pour 3,8 Mds NAD – ils ont plus que doublé. En parallèle, les exportations restent dominées par les ventes d'uranium pour 4,2 Mds NAD (+16%), de poisson pour 3,9 Mds NAD (+6%), de pierres précieuses (diamants) pour 3,6 Mds NAD (-38%) et d'or pour 3,3 Mds ZAR (+20%). L'Afrique du Sud reste le principal partenaire commercial de la Namibie avec 20,6% des exportations et 33,8% des importations, suivi de la Chine (14,6% et 7%). La France représente 2,7% des exportations et 0,9% des importations.

La Banque Mondiale (BM) approuve un financement de 138,5 M USD pour développer les infrastructures électriques en Namibie (*Engineering News*)

Le 6 mai, la BM a accordé un plan de financement, dont une partie en dons via un fonds de la BIRD, le bras actif de la Banque Mondiale, pour le compte de la compagnie d'électricité nationale, NamPower. Ces fonds devraient permettre de financer trois projets prioritaires: (1) déploiement d'une ligne de transmission (465 km) entre Auas et Kokerboom, (2) construction de capacités de stockage par batteries (45MW/90MWh) dans la région minière de l'Erongo et (3) assistance technique. L'objectif de ce programme est de soutenir le développement des énergies renouvelables (solaire et éolienne), pour lesquelles la Namibie présente un fort potentiel. Le gouvernement namibien ambitionne ainsi de porter la part des énergies renouvelables à 70% du mix énergétique national d'ici 2030. Les projets de génération d'énergies renouvelables étant éloignés des bassins de consommation, le développement de capacités de transmission apparaît prioritaire pour atténuer la pression sur les lignes existantes et éviter un effondrement de la grille électrique. Le projet en question est dans la continuité des travaux sur les lignes 400 kV Kunene-Omatando et Auas-Gerus (déjà réalisées) et Obib-Oranjemond (en cours). Pour l'heure, la Namibie dépend principalement des importations venant d'Afrique du Sud et de Zambie pour sa consommation d'électricité. Or, ces deux pays font face à de nombreuses coupures

d'électricité dues aux sécheresses récurrentes affectant les barrages hydroélectriques zambiens et à la déliquescence d'Eskom en Afrique du Sud.

Des entreprises belges annoncent des investissements massifs pour développer des infrastructures permettant l'exportation d'hydrogène vert depuis la Namibie (News24)

A l'occasion d'une visite officielle du roi Philippe, la Compagnie Maritime Belge (CMB) a annoncé un plan d'investissement sur cinq ans qui pourrait atteindre 65 Mds NAD (3,3 Mds EUR). Le premier projet correspond à un site de production d'hydrogène vert d'une capacité de 400 kg/j. Situé à Walvis Bay et opéré via une coentreprise (Cleanergy) avec l'entreprise locale Ohlthaver & List Group, ce projet devrait entrer en opération d'ici la fin de l'année et représenter un investissement de 30 M USD. Surtout, CMB devrait investir dans un second projet d'une capacité de 250 000 t/an, qui serait alimenté par une centrale solaire à Arandis. Celui-ci serait adossé à un terminal d'exportation d'ammoniac à Walvis Bay, qui serait opéré par une coentreprise entre le port d'Anvers et la société publique Namport. Les deux coentreprises en question devraient en outre s'associer pour développer le premier navire à propulsion à double propulsion (hydrogène/carburant) en Afrique (Hydrotug).

Zambie

L'inflation accélère légèrement au mois d'avril (Zamstats)

Selon l'agence nationale de statistique (ZamStats), l'inflation sur un an a atteint 13,8% au mois d'avril en glissement annuel, contre 13,7% au mois de mars. Il s'agit de son niveau le plus élevé depuis février 2022 (14,2%). L'indicateur est notamment porté par les produits alimentaires (+15,7%, soit une contribution positive de 8,4 points) et le secteur des transports (+20,1% soit +1,2 point). L'inflation devrait se poursuivre dans les mois à venir alors que le Comité de régulation de l'Energie (ERB) a décidé d'augmenter les prix des carburants (+14,3% pour l'essence et +2,8% pour le

diésel). En parallèle le comité a aussi décidé une hausse de 9% des tarifs de l'électricité pour soutenir les difficultés du secteur électrique. ZESCO, l'électricien public, qui fait face à une importante sécheresse alors qu'il est dépendant à 80% de l'hydroélectricité. L'entreprise publique a mis en place un rationnement électrique et utilise des moyens alternatifs plus onéreux pour satisfaire les besoins en énergie. Cette situation renforce le phénomène d'inflation importée alors que la devise s'est dépréciée de 33% par rapport à l'USD depuis sur un an, pour atteindre la parité de 26,8 ZMW contre 1 USD au 1^{er} mai (-6,6% au cours du mois d'avril). La dépréciation de la devise locale renforce le phénomène d'inflation importée qui explique en grande partie l'accélération des pressions inflationnistes.

La Zambie prend des mesures d'urgence pour sécuriser des livraisons de maïs face aux effets de la sécheresse causée par El Nino (Lusaka Times)

Le gouvernement de Zambie est en discussion avec l'Ouganda pour obtenir la livraison de 500 000 tonnes de maïs. En parallèle, le gouvernement a annoncé que 6 000 tonnes de maïs avaient été livrées par les producteurs nationaux pour approvisionner les réserves nationales (Food Reserve Agency) dans le cadre du Early Maize Programme. Comme plusieurs pays d'Afrique australe (Zimbabwe, Malawi, Mozambique...), la Zambie fait face aux effets dévastateurs du phénomène climatique El Nino. Sur une grande partie de la région, les précipitations ont été comprises entre le tiers et la moitié de leur niveau habituel. L'état d'urgence humanitaire a été décrété successivement en Zambie (29 février), au Malawi (25 mars) et au Zimbabwe (3 avril). D'après l'organisation Oxfam, la crise touche dès à présent et directement 22M d'individus en Afrique australe, dont environ 10 M de Malawites, 6 M de Zambiens, 3 M de Zimbabwéens et 3 M de Mozambicains. En Zambie spécifiquement, un million d'hectares de cultures de maïs auraient ainsi été décimées, soit 40% des champs du pays et la production serait en baisse de deux tiers. Les accords de livraisons de denrées sont un sujet sensible entre les

pays de la région. Bien que deuxième producteur de maïs de la région et ayant signé un accord de principe pour livrer exclusivement le Kenya, la Zambie avait elle-même refusé d'honorer cet engagement l'an dernier. Depuis, le pays a interdit les exportations de maïs en réponse à la crise.

	Taux de change au	Evolution des taux de change USD (%)			
	09/05/2024	Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 ^{er} janvier
Afrique du Sud	18,5 ZAR	0,4%	0,7%	4,1%	-1,3%
Angola	834,9 AOA	-0,2%	-0,3%	-39,1%	-0,7%
Botswana	13,5 BWP	1,6%	-0,1%	-1,3%	-1,5%
Mozambique	63,2 MZN	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Zambie	27,2 ZMW	-1,7%	-9,7%	-32,9%	5,6%

Note de lecture : un signe positif indique une appréciation de la monnaie.

Source : OANDA (2024)

	Fitch		Moody's		S&P	
	Note	Dernier changement	Note	Dernier changement	Note	Dernier changement
Afrique du Sud	BB- stable (-3)	Jan 2024	Ba2 stable (-2)	Avr 2022	BB- stable (-3)	March 2023
Angola	B- stable (-6)	Dec 2023	B3 positive (-6)	Oct 2022	B- stable (-6)	Fev 2022
Botswana	BBB+ stable (+2)	Mar 2024	A3 stable (+4)	Avr 2021	BBB+ stable (+3)	Sept 2021
Eswatini	nd	nd	B3 positive (-6)	Dec 2023	nd	nd
Lesotho	B stable (-5)	juil-23	nd	nd	nd	nd
Malawi	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mozambique	CCC+ n/a (-7)	Fev 2024	Caa2 stable (-8)	Sept 2023	CCC+ stable (-7)	Nov 2019
Namibie	BB- stable (-2)	Jun 2022	B1 positive (-4)	Avr 2024	nd	nd
Zambie	RD n/a (-10)	Dec 2024	Ca (-10)	Avr 2020	SD n/a (-12)	Oct 2020
Zimbabwe	nd	nd	nd	nd	nd	nd

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda

leopold.vinot@dgtrésor.gouv.fr, nicolas.viossat@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : leopold.vinot@dgtrésor.gouv.fr